États-Unis : vers une nouvelle économie

Le besoin de justice

Partage international nº 287 – Juillet 2012

par Gar Alperovitz

Si l'on gratte sous la surface de ce qui retient généralement l'attention des médias, on s'aperçoit qu'un phénomène particulier a pris forme et va bientôt émerger à la vue de tous. *Le Mouvement pour une nouvelle économie* rassemble des organisations, des militants, des théoriciens et des citoyens ordinaires impliqués dans une reconstruction totale du système politique et économique américain.

Leur but est de rendre le contrôle de l'économie aux *« 99 % »* pour construire une société participative et écologiquement durable. Le mot d'ordre est toujours le même : penser globalement, et agir localement.

Des milliers de projets concrets sont en marche partout dans le pays : des entreprises dont l'unique source d'énergie est le solaire, des coopératives ouvrières, des banques mutualisées… Beaucoup se considèrent comme des tentatives visant à développer des prototypes viables au sein de « laboratoires de démocratie » à l'échelon local, pour les appliquer ensuite à plus grande échelle quand le contexte politique le permettra.

Le mouvement rassemble jeunes et vieux, des membres du mouvement *Occupy Wall Street*, des étudiants, et ce que l'un des participants a décrit comme des milliers *de « gens autour de la soixantaine issus des années soixante »,* se retroussant les manches pour mettre en pratique les leçons d'un mouvement initié il y a cinquante ans.

Une explosion d'énergie

On assiste à l'émergence de nouveaux modèles économiques reconsidérant le rapport à la propriété et mettent en avant les conséquences écologiques des activités économiques.

Les coopératives sont à la mode, en particulier celles qui promeuvent la participation et les valeurs écologiques. Les coopératives Evergreen, par exemple, dans les quartiers noirs désespérément pauvres de Cleveland, sont remarquables. L'une d'elles installe des panneaux solaires et des appareils de climatisation. Une autre est une laverie industrielle ultramoderne qui a réussi à économiser 70 % de l'énergie normalement nécessaire à une telle activité. Une autre encore ouvrira bientôt une serre hydroponique (hors sol) capable de produire trois millions de salades et 150 tonnes de fines herbes par an. Les hôpitaux et universités de la région utilisent les services de ces coopératives et plusieurs villes dont Pittsburgh, Atlanta, Washington et Amarillo étudient la possibilité de faire de même.

D'autres modèles s'efforcent de privilégier le développement local et de respecter l'environnement. Organic Valley est une coopérative laitière du Wisconsin qui rassemble 1 700 fermiers et fait plus de 700 millions de dollars de chiffre d'affaires. Upstream 21 est un holding « socialement responsable » qui acquiert et développe des petites entreprises basées sur un modèle durable. La Boulangerie Greyston à Yonkers (New York) est une « société de type B », un nouveau type de société conçue pour favoriser l'intérêt public, initialement créée pour fournir du travail aux gens du voisinage. Aujourd'hui, Greystone génère un chiffre d'affaires annuel de 6,5 millions de dollars.

Récemment, le syndicat des sidérurgistes United Steel-workers a rompu avec la tradition de la lutte des classes et a passé un accord historique avec Mondragón, le plus grand groupe coopératif du monde, situé au Pays basque espagnol, et l'Employee Ownership Center de l'Ohio afin de promouvoir la création de coopératives ouvrières aux États-Unis. Cet accord montre le désir de la centrale syndicale de voir le syndicalisme s'adapter au nouveau modèle économique coopératif.

Le mouvement souhaite aussi faire évoluer les modèles existants. En fait, plus de 130 millions d'Américains sont déjà membre d'une coopérative d'une forme ou d'une autre, comme les banques mutualistes, la forme la plus largement connue, ou l'un des quelque 2 000 services publics propriété d'une municipalité, dont certains sont leaders en matière de respect de l'environnement (25 % de l'électricité aux États-Unis est fournie par de telles coopératives). Enfin, 11 000 sociétés américaines, avec plus de 10 millions d'employés, fonctionnent sur le modèle de l'actionnariat salarié.

Plus de 200 collectivités gèrent aussi des conservatoires qui acquièrent des terres pour les extraire du marché et les préserver dans l'intérêt public. Des centaines « d'entreprises sociales » utilisent leurs profits pour satisfaire des buts sociaux. Quelque 4 500 sociétés de développement local et 1,5 million d'associations à but non lucratif fonctionnent dans tout le pays.

Le mouvement pour une nouvelle économie est aussi représenté par des campagnes comme « Move Your Money » (Déplacez votre argent) et « Bank transfer day » (Jour du virement bancaire), autant d'efforts encourageant le public à transférer son argent d'entreprises géantes comme la Bank of America vers des institutions démocratiques ou profitant à la collectivité. Grâce à ces actions, on observe la naissance de nouvelles stratégies dans la banque : depuis 2010, 17 États travaillent sur des législations qui leur permettraient de créer des banques publiques comme la célèbre Banque du Dakota du Nord. Plusieurs villes, dont Los Angeles et Kansas City, ont voté des arrêtés concernant les *« pratiques bancaires responsables »* qui exigent des banques qu'elles rendent compte publiquement de leur impact sur la collectivité et/ou exigent des fonctionnaires municipaux qu'ils ne travaillent qu'avec les banques qui sont sensibles aux besoins de la collectivité. D'autres villes, comme San Jose et Portland, s'efforcent de transférer leur argent des banques de Wall Street vers des banques locales ou mutualistes. Des politiciens et militants de San Francisco sont allés plus loin en proposant la création d'une banque municipale publique.

Les banques traditionnelles évoluent également, comme la New Resource Bank de San Francisco, fondée en 2006 *« avec l'objectif d'apporter de nouvelles ressources aux entreprises durables et de promouvoir des collectivités plus durables ».* La banque One PacificCoast d'Oakland a pour objectif d'offrir à la collectivité un service financier de développement local sans but lucratif. La One United Bank, la plus ancienne banque aux mains de propriétaires noirs, avec des bureaux à Los Angeles, Boston et Miami, a accordé plus d'un milliard de dollars de prêts, le plus souvent dans des zones défavorisées.

On s'oriente de plus en plus vers une diminution de la toute-puissance des entreprises. Des groupes militent pour que soient votées des lois antitrust. Le démantèlement de banques jugées trop importantes pour faire faillite en est un des éléments.

John Fullerton, ex-manager à la banque JP Morgan, a apporté sa contribution à cette cause. En plusieurs endroits du pays, des monnaies alternatives sont utilisées depuis longtemps pour favoriser le développement à l'échelon local, comme les *BerkShares* à Great Barrington (Massachusetts) et les *Ithaca Hours* à Ithaca (New York).

Partout, des militants manifestent. Le mouvement *Occupy*, comme beaucoup d'autres, utilise de plus en plus l'action directe pour appeler à de nouvelles pratiques bancaires. Le 24 avril 2012, plus de 1 000 manifestants ont perturbé l'assemblée des actionnaires de la Wells Fargo à San Francisco. De telles actions, et d'autres impliquant l'occupation physique de succursales bancaires, se sont produites à de nombreuses occasions dans tout le pays depuis le début du mouvement *Occupy* en 2011. Des manifestations à grande échelle ont eu lieu lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Bank of America en mai 2012.

La question de l'avenir des grandes entreprises dans le cadre d'« une nouvelle économie » est aussi à l'ordre du jour. Certains, comme Charles Derber, professeur à l'Université de Boston, envisagent de mettre ouvriers, consommateurs, et représentants d'organisations écologistes ou fonctionnaires locaux sur un pied d'égalité aux conseils d'administration des entreprises. D'autres prennent exemple sur l'Alaska Permanent Fund qui investit une part significative des revenus provenant des activités minières de l'Etat pour la collectivité, et octroie aux citoyens des dividendes qui leur reviennent de droit. D'autres encore, comme David Schweickart et Richard Wolff, proposent un système entièrement nouveau qui accorde aux ouvriers à la fois la propriété et la gestion de leur outil de travail. Dans la version Schweickart, les PME seraient gérées directement par les employés ; les sociétés plus importantes seraient nationalisées, mais également gérées par leurs employés.

Au mois de mars 2012, le *Left Forum* (Forum de Gauche), qui s'est tenu à New York, a aussi reçu beaucoup d'appels pour un retour à la nationalisation. Même parmi les tenants du *« Small is Beautiful »* de E.F. Schumacher, il en est pour rappeler l'argument de ce défenseur historique de la vie à l'échelle humaine, disant que *« lorsqu'on en vient à considérer les grandes entreprises, l'idée de propriété privée devient une absurdité. »* Schumacher a continuellement cherché des modèles nationaux qui puissent favoriser les intérêts de la société autant que le font des modèles locaux.

La théorie et la pratique

Une vague de nouveaux intellectuels donne de plus

en plus de force à ce mouvement. Certains d'entre eux, comme Richard Heinberg, insistent sur les conséquences profondes de la fin de la croissance économique. L'ancien conseiller présidentiel James Gustav Speth réclame la restructuration de l'ensemble du système, seule solution selon lui pour venir à bout des problèmes écologiques, et de tout ce qui touche à la croissance. David Korten propose un programme pour une nouvelle économie mettant l'accent sur les petits commerçants des centres-villes et l'édification de l'économie à partir du bas. D. Korten préside le forum *New Economy Working Group* avec John Cavanagh, de l'Institute of Policy Studies. Dans son livre *« Plénitude »,* Juliet Schor propose un changement radical dans notre façon de penser, dont le concept est orienté en grande partie autour des industries de pointe de taille moyenne. Enfin, mon propre travail sur une architecture institutionnelle pluraliste (*Pluralist Commonwealth*) met l'accent sur un système de développement communautaire caractérisé par un mélange de formes démocratiques de propriété qui permettent un contrôle politique de l'économie, et ce, pour des coopératives et entreprises de toutes tailles.

Des penseurs des quatre coins du pays se rencontrent et discutent de nouvelles idées.

Des écrivains comme Herman Daly et David Bollier ont contribué à établir les fondements théoriques des principaux obstacles à une croissance économique continue et ont souligné la nécessité de dépasser la vision d'une économie orientée vers la privatisation en faveur d'une économie qui privilégie les « biens communs ». L'attribution, en octobre 2009, du Prix Nobel à Elinor Ostrom pour ses travaux sur la gestion collective des biens communs souligne la reconnaissance, au niveau le plus élevé, de certains des sujets chers au mouvement.

Lorsque le New Economy Institute, essentiellement dirigée par des écologistes et des écolo-économistes, a souhaité rassembler quelques centaines de personnes au Bard College au mois de juin, la billetterie a affiché complet deux mois avant l'événement ! Il a fallu envoyer un courriel d'excuse aux centaines de personnes qui n'ont pu obtenir de place, en leur promettant un événement encore plus important l'année prochaine.

Les événements et actions diverses sont innombrables à l'instigation de multiples organismes œuvrant en faveur de banques publiques, de la propriété des entreprises par leurs salariés, des économies localement autonomes, de coopératives de consommateurs, ou de travailleurs, ou d'agriculteurs…

Des défis difficiles

Le mouvement pour une nouvelle économie se trouve d'ores et déjà engagé dans une quantité extraordinaire d'activités variées et doit faire face à un grand nombre d'obstacles et à des défis difficiles. L'un de ces défis découle de la mission même du mouvement : rien de moins que changer et démocratiser en profondeur la structure institutionnelle du système économique des États-Unis.

Pour la plupart de ceux qui sont engagés dans le mouvement, ce défi est à la fois immédiat et à plus long terme : comment en finir rapidement avec les pratiques destructrices les plus flagrantes sur le plan économique et social, tout en créant les bases d'une transformation globale à plus long terme.

Même perçu comme un objectif à long terme, le mouvement se trouve évidemment confronté à l'immense pouvoir bien installé du système politico-économique américain, dominé par les intérêts des grandes banques et des grandes sociétés, et soutenu par une politique dépendant fortement de la puissance financière des élites dirigeantes – des données récentes indiquent que les 400 Américains les plus riches possèdent davantage que les 160 millions d'Américains les plus pauvres.

Le deuxième défi majeur découle de l'opinion de plus en plus répandue sur la nouvelle économie selon laquelle il faut réduire la croissance économique, voire la réduire à zéro si l'on veut éviter les dangers du dérèglement climatique et gérer les ressources et autres limites environnementales de manière responsable.

Pour compliquer encore plus le tout, la plupart des syndicats – le noyau de l'alliance progressiste traditionnelle – continuent de ne jurer que par la croissance économique pour maintenir les emplois.

L'histoire a pour habitude d'amplifier le pouvoir implacable des institutions, jusqu'au moment où ce pouvoir cède devant la puissance des mouvements sociaux.

Ainsi, ce qui motive en permanence le mouvement dans la recherche de solutions est l'accroissement de la souffrance économique et sociale de millions d'Américains, avec le sentiment que quelque chose de fondamental ne va pas du tout.

Le mouvement pour une nouvelle économie apporte des solutions. Et comme bien d'autres mouvements de l'histoire (les droits civiques et les droits de la personne, les féministes, les écologistes, etc.), il est

bien possible, malgré tous les obstacles, qu'il parvienne à ses fins ! Si tel est le cas, il pourra établir les fondations de la prochaine grande période progressiste de l'histoire des États-Unis, grâce à la justesse de ses objectifs et au pragmatisme de ses stratégies. Il apporte déjà une vision positive et des changements concrets à la vie quotidienne.

Cet essai est la première publication de « *New Economic Visions* » (nouvelles visions économiques), une série spéciale en cinq parties du site AlterNet, publiée par Lynn Parramore, auteur spécialisé dans l'économie, en partenariat avec l'économiste Gar Alperovitz du groupe Democracy Collaborative de l'Université du Maryland. AlterNet propose un forum où des penseurs créatifs explorent les idées et les projets passionnants qui déterminent la vision philosophique et politique de l'orientation que pourrait prendre notre économie. (© 2012 Alternet)

Nous pensons que ce texte donne un aperçu révélateur de l'étendue des mouvements actifs aujourd'hui aux États-Unis, qui ont pour but le changement. On pourra être surpris par l'absence de référence à d'autres pays, mais comme nous le savons tous, les États-Unis exercent une influence considérable – positive ou négative – sur toute la planète. Ce qui pourrait paraître comme un mouvement américain vers la démocratisation existe également dans de nombreux pays, où l'on adopte la méthode américaine du « lève-toi et marche ». Rien ne peut arrêter cette manifestation du pouvoir du peuple et le besoin pressant de liberté et de justice de l'humanité, caractéristique du nouvel âge.
La rédaction,

Etats-Unis **Auteur** : Gar Alperovitz,
Sources : Reproduit avec l'autorisation d'AlterNet, Alernet.org
Thématiques : Société, politique, Économie
Rubrique : Divers